

VOIES RÉGULIÈRES ET MIGRATION IRRÉGULIÈRE

Mardi 22 juin 2021, 3 PM CEST

POINTS D'ACTION

Reconnaître qu'en l'absence de voies migratoires régulières adéquates et respectueuses des droits, les personnes qui ont besoin de se déplacer pour gagner leur vie ou pour d'autres raisons le feront toujours et ne doivent pas être criminalisées pour cela.

1. Changer les récits - vers une démarche de reconceptualisation

Le discours tentant de diaboliser les migrant.e.s, les considérant comme une maladie et comme des criminels, doit être vaincu. La diabolisation des migrant.e.s – en particulier de ceux qui sont sans papiers ou en situation irrégulière – est utilisée par divers acteurs comme une « permission » pour leur refuser leurs droits et, dans certains cas, pour exploiter leur vulnérabilité.

Nous devrions également avoir une meilleure compréhension de ce que signifient la liberté et la liberté, en particulier dans le contexte de la détention d'immigrant.e.s.

2. Décompresser la migration irrégulière en différentes thématiques (intersectionnalité)

Plaider pour les droits des sans-papiers à accéder aux soins de santé, à l'éducation, aux services sociaux, à la justice, à des conditions de travail équitables et à des services spécifiquement destinés aux enfants permet un cadre holistique qui va au-delà de considérer les sans-papiers comme de simples sujets de l'application des lois sur la migration.

Une approche holistique des droits des sans-papiers permet également aux professionnel.le.s de la santé, aux travailleur.euse.s sociaux, aux responsables de l'éducation, aux inspecteur.rice.s du travail, au système judiciaire et à d'autres entités professionnelles de défendre les droits des sans-papiers au sein des groupes plus larges avec lesquels ils et elles travaillent.

Divers États ont promulgué des lois – dont certaines existent déjà depuis des décennies – pour permettre aux sans-papiers d'accéder aux soins de santé et aux enfants sans papiers d'aller à l'école. Néanmoins, pour garantir que les sans-papiers ne soient pas menacé.e.s ou effectivement expulsé.e.s s'ils accèdent aux services ou au système judiciaire, des pare-feu doivent être mis en place – une séparation claire entre l'application et les services d'immigration et le système judiciaire.

Une approche intersectionnelle cherche à surmonter les multiples formes de discrimination et préconise des mesures qui cibleraient spécifiquement toutes ces formes de vulnérabilité. Une approche intersectionnelle peut permettre de mieux comprendre comment diverses formes de discrimination (en raison du sexe, de l'orientation sexuelle, de la religion, de l'origine ethnique ou sociale, du handicap, de l'âge ou d'autres motifs) ainsi que le statut migratoire irrégulier peuvent affaiblir davantage les migrant.e.s sans papiers.

3. Plaidoyer pour le principe de non-discrimination

Examiner plus en profondeur l'asymétrie qui existe à l'échelle mondiale, qui est également un héritage du colonialisme et des liens historiques entre les États et qui constitue la base des régimes actuels de visa et de réadmission entre les pays. Construire une compréhension collective au sein de la société civile de la façon dont la race et la migration jouent un rôle actuel dans le discours au niveau mondial sur la migration, et en particulier sur la migration irrégulière, sera crucial pour les défenseurs de l'avancement de ces questions. La lutte contre la xénophobie fait également partie de cet effort, dans lequel les efforts de l'État et de la société civile doivent être encouragés et financés.

4. Aller de l'avant avec une approche multilatérale

Travailler avec différentes parties prenantes et acteurs à différents niveaux. Il existe de bons exemples qui peuvent peut-être être reproduits ou adaptés. Alors que la migration est régie au niveau de l'État, dans certains États, les gouvernements au niveau régional ont le pouvoir de déterminer l'accès à certains services et ces organismes gouvernementaux peuvent adopter des approches progressives pour déterminer l'accès des migrant.e.s sans papiers à ces services. Les gouvernements au niveau des villes jouent également un rôle clé concernant les droits humains des sans-papiers et ont développé des politiques progressistes dans différents contextes mondiaux envers les sans-papiers.

Les accords régionaux sont également des exemples intéressants des possibilités d'extension des voies régulières et de leurs impacts positifs.

5. Regroupement familial

Concernant le regroupement familial, il y a trop de barrières administratives pour que les enfants retrouvent leurs parents. Il est trop coûteux de fournir des informations ou une preuve que l'on est réellement membre de la famille de quelqu'un ; par exemple, il faut passer un test ADN. Il existe des exigences de revenu élevé avec des délais trop courts, cela signifie donc souvent que même si l'UE a cette directive, dans la pratique, il est très difficile de réaliser le regroupement familial.

6. Temporary labour migration

Les États membres ont tendance à maximiser et à utiliser la migration de travail temporaire comme une sorte de moyen de se distancer davantage de leurs obligations envers les migrant.e.s. Il y a eu un certain nombre de réformes au cours des dernières années, mais aucune d'entre elles n'est au cœur de ce qu'est la Kafala, et elles sont souvent mises en œuvre parallèlement à d'autres réformes qui vont toujours garantir qu'il y ait un élément de contrôle sur les travailleur.euse.s migrant.e.s. Il existe également une tendance à exclure les travailleur.euse.s domestiques de leurs politiques et c'est là que le plaidoyer doit être fait pour garantir et inclure les droits des travailleur.euse.s domestiques.

7. Voies régulières et changement climatique

Dans de nombreuses situations, les impacts du changement climatique, ainsi que les fermetures de frontières et les conséquences économiques de la pandémie de COVID augmenteront ces pressions. Nous devons identifier des exemples de voies régulières pour les migrant.e.s du changement climatique. Les personnes déplacées à travers les frontières en raison des impacts du changement climatique devraient pouvoir le faire de manière régulière et protégée